

Comprendre la fascisation

Ugo Palheta, Enzo Traverso

DANS **ACTUEL MARX** 2026/2 n° 80 , PAGES 137 À 157

ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130892328

DOI 10.3917/amx.080.0137

Date de mise en ligne : 26/10/2026

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-actuel-marx-2026-2-page-137?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

En DéBaT

COMPRENDRE LA FASCISATION

Par Ugo PALHETA et Enzo TRAVERSO

Entretien réalisé par Razmig KEUCHEYAN

Actuel Marx : *Pourriez-vous commencer par donner chacun votre position concernant l'usage de la catégorie de « fascisme » pour qualifier les mouvements d'extrême droite actuels ? En quoi cette catégorie est-elle opérante aujourd'hui, analytiquement et politiquement ? Est-ce qu'elle ne nous empêche pas de percevoir certains éléments de nouveauté au sein de ces mouvements ?*

Ugo Palheta : Il me semble qu'il y a deux écueils symétriques à éviter. D'un côté, on tend à donner une définition restrictive du fascisme, figée dans le temps, qui le confine à l'Italie des années 1920 et 1930, qui l'enferme dans la forme idéologique et organisationnelle qu'il a prise dans ce contexte tout à fait particulier, et qui interdit toute forme de comparaison. Cela pose un problème dans la saisie des mouvements d'extrême droite de l'entre-deux-guerres parce qu'on pouvait en réalité constater d'importantes différences entre les fascistes italiens, le nazisme, la Phalange espagnole, la Garde de fer roumaine, etc. L'autre écueil, c'est de ramener le fascisme à une

simple variété d'autoritarisme, et d'inclure ainsi dans la catégorie de fascisme toutes les formes d'autoritarisme d'hier et d'aujourd'hui. Ceci implique que le stalinisme a pu être présenté comme un « fascisme rouge », que toutes les variétés d'autoritarisme dans les pays de culture musulmane deviennent du « fascisme islamique » ou de l'« islamo-fascisme », etc.

Si on veut faire un usage de la catégorie de fascisme qui soit rigoureux mais qui permette de comparer des mouvements d'hier et d'aujourd'hui, il faut une définition qui commence par le reconnaître comme un certain type de projet politique pouvant évoluer en fonction des coordonnées nationales et historiques, et qui notamment l'extrait en partie du contexte spécifique de l'entre-deux-guerres. Ce contexte présentait notamment deux traits singuliers et distincts par rapport à la conjoncture contemporaine.

D'une part, l'expérience de la Première Guerre mondiale, dont on ne trouve pas d'équivalent dans le présent en termes de brutalisa-

tion des sociétés et des subjectivités (en particulier dans les sociétés d'Europe de l'Ouest) – expérience qui a fourni en quelque sorte le « matériau humain », un certain type d'*habitus*, et notamment de rapport à la violence, qui était propre aux anciens combattants ayant fait l'épreuve des tranchées, et sur lequel va s'appuyer le fascisme, notamment pour former son appareil paramilitaire de masse.

L'autre trait, c'est l'essor, l'élan et la puissance du mouvement ouvrier tel qu'il sort des années de guerre, avec la Révolution russe de 1917 et tout le cycle révolutionnaire qui l'a suivie. La forme qu'a pris alors le projet fasciste ne se conçoit pas hors de cette « concurrence » avec les mouvements ouvriers, et notamment les partis socialiste et communiste. Les groupes paramilitaires qui font l'essence du fascisme des débuts ont pour fonction d'affronter et de déraciner ce mouvement ouvrier. Ils n'existent pas à cette échelle-là aujourd'hui, sauf peut-être en Inde (voire en Israël sous la forme des milices de colons). Par ailleurs, l'utopie fasciste de l'homme nouveau et de l'ordre nouveau était aussi une manière de faire concurrence aux utopies socialistes et communistes, en offrant une projection vers l'avenir, une forme de modernité alternative (aussi bien à la modernité libérale qu'à la modernité socialiste ou communiste), et cela n'existe pas non plus aujourd'hui dans la

plupart des mouvements d'extrême droite (même si on voit renaître quelque chose de ce genre sous la forme de l'« archéo-futurisme » chez un techno-réactionnaire comme Curtis Yarvin).

Dès lors, la question qu'il faut se poser est : qu'est-ce qu'il reste du fascisme si on considère que ces caractéristiques qu'on juge souvent fondamentales ne sont pas ou peu présentes ? On pourrait dire que le premier âge du fascisme était un âge militaire, au sens où sa forme organisationnelle, liée à ces deux caractéristiques du contexte d'après-guerre, était celle du parti militarisé de masse, devant faire face à un projet socialiste insurrectionnel et menaçant. Ce qu'il reste, à mon avis, c'est un projet, une stratégie et une fonction. Le projet, c'est la régénération par la « purification » de communautés considérées comme organiques, des communautés nationales essentialisées et mythifiées. Le néofascisme actuel pratique une certaine politique de masse et accomplit un intense travail idéologique pour cela : il veut à tout prix obtenir une audience au sein des masses, mais n'a pas besoin à ce stade de les enrôler dans le cadre de structures paramilitaires. Il confine l'action de ces masses au terrain électoral. Ceci dit, des formes de mobilisations extra-parlementaires sont de plus en plus visibles. Aujourd'hui, il n'y a plus simplement une multiplication des violences d'extrême droite isolées ;

il y a par exemple en Angleterre une capacité des fascistes anglais à mettre 150 000 personnes dans la rue en septembre dernier, ce qui est tout à fait inédit, après une vague d'attaques pogromistes à l'été 2024 dans une vingtaine de villes de ce même pays.

La stratégie de « troisième voie » qui est la leur (ni gauche ni droite, ou « ni mondialisme d'en haut ni mondialisme d'en bas », comme dirait Marine Le Pen) consiste à se construire, dans un contexte de crise d'hégémonie, comme alternative aussi bien à la gauche qu'aux libéraux. Il s'agit pour eux d'apparaître à la fois comme alternative antisystème et force capable de restaurer un ordre naturel. Ce mélange explosif d'ultra-conservatisme et de prétention à la rupture donne aux extrêmes droites actuelles un trait spécifiquement fasciste de « révolte réactionnaire », et leur permet de s'adresser aux idées et ressorts pulsionnels contradictoires que l'on trouve au sein du corps social, et parfois chez un même individu.

Le troisième trait c'est la fonction de stabilisation du système de ces mouvements dans le contexte de crise d'hégémonie. Cette stabilisation est précisément ce qui peut séduire une partie des classes dominantes : réussir à manœuvrer une base sociale qui a échappé presque complètement à la droite traditionnelle, faite d'une partie des classes populaires et de la petite bourgeoisie, pour la mettre à la

remorque d'un projet brutalement capitaliste, de destruction de ce qui reste des conquêtes sociales et démocratiques, etc. Construire des coalitions de droite larges incluant l'extrême droite néo-fasciste ou fascisante, parfois en position dominante, doit permettre, dans l'esprit d'une partie du patronat, de surmonter une situation de plus en plus ingouvernable.

Dernière chose sur l'usage de la catégorie de fascisme : dans mes travaux, j'ai utilisé cette catégorie non simplement pour caractériser des mouvements mais – dans la filiation de Nicos Poulantzas – pour caractériser une conjoncture, une période historique dans laquelle nous sommes entrés et donc caractériser des dynamiques historiques, en parlant notamment de « processus de fascisation ». Ma question n'est pas seulement : est-ce que le RN ou Trump sont fascistes ? mais : est-ce que les dynamiques du capitalisme tardif peuvent conduire, et si oui à travers quels mécanismes et quels acteurs, à des pouvoirs de type fasciste ?

Enzo Traverso : Tu as dit beaucoup de choses, et je suis largement d'accord avec le diagnostic. Je voudrais rappeler que le mot « fascisme » a été forgé par les fascistes eux-mêmes. Dès l'origine, « fascisme » est à la fois une catégorie analytique et un concept du combat politique. Or ces deux facettes du concept sont symbiotiquement liées l'une à l'autre. Dans

l'après-guerre, on a considéré que le fascisme n'était plus une catégorie utile pour interpréter l'extrême droite. Mais elle a continué à exister en Amérique latine, par exemple. En Europe même, on continuait à parler de fascisme pour qualifier l'Espagne franquiste ou le Portugal de Salazar. Cette complexité dans les usages du concept de fascisme est manifeste.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une montée spectaculaire de l'extrême droite, qui nous rappelle l'Europe de l'entre-deux-guerres. La démocratie n'a jamais été confrontée à une menace aussi grave depuis l'après-guerre, l'analogie surgit donc spontanément. Il va de soi également que les deux contextes historiques sont profondément différents : ce qu'on appelle aujourd'hui un retour du fascisme n'est pas une répétition du fascisme, des différences qualitatives existent par rapport au fascisme classique.

La militarisation de la politique de l'Europe d'après la Grande Guerre n'est pas comparable. Georgia Meloni n'est pas Benito Mussolini, Marine Le Pen n'a rien à voir avec Doriot. Il y a aussi des différences idéologiques évidentes. L'absence d'utopie fasciste, de mythe de l'homme nouveau, témoigne du fait que les nouvelles droites sont idéologiquement profondément conservatrices. Elles prônent un retour aux valeurs traditionnelles plus qu'une projection utopique vers le futur.

Autre point important : aucun groupe d'extrême droite ne se réclame aujourd'hui du fascisme. Au contraire, ils se revendiquent tous de la démocratie libérale. Ce nouveau fascisme est une menace pour la démocratie, mais qui surgit de l'intérieur même de la démocratie, il ne veut pas abattre la démocratie en l'attaquant de l'extérieur. Il veut la transformer de l'intérieur, en modifiant progressivement son cadre institutionnel. Cela est clair partout, de l'Europe aux États-Unis, jusqu'à l'Amérique latine et l'Asie.

Au-delà de ces différences de taille, je ne vois pas d'obstacle à reprendre la notion de fascisme pour caractériser la situation actuelle. Les affinités se dessinent de plus en plus clairement. J'ai souvent utilisé la notion de « postfascisme », j'ai même écrit un livre qui essayait d'argumenter en faveur de ce choix sémantique. Ce concept est surtout descriptif et ne possède pas le même statut que les catégories traditionnelles de notre lexique politique – libéralisme, fascisme, communisme, etc. – car il définit un phénomène transitoire, qui ne s'est pas encore stabilisé et dont le profil n'est pas encore complètement achevé. Mais il présente aussi quelques avantages. D'une part, il souligne une distance historique : ce qui vient *après* le fascisme, dans un contexte historique différent ; d'autre part, il permet de prendre en compte les différences que

nous évoquions. Or, tout s'est accéléré au cours des deux ou trois dernières années, en gros jusqu'à la seconde élection de Trump aux États-Unis. Jusqu'à ce moment-là, le postfascisme tirait une partie de sa légitimité de sa critique du néolibéralisme, ce qui impliquait que les candidats qui s'en réclamaient n'appartenaient pas à l'*establishment*, en se définissant plutôt contre lui. En 2016, le candidat de l'*establishment*, c'était Hilary Clinton, pas Trump. En 2017, tout le monde se souvient du débat entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, Le Pen apparaît clairement comme inadéquate comme *leader* d'une grande puissance, compte tenu également de sa position sur l'euro. Le candidat des élites, c'est Macron. En Italie, Giorgia Meloni représentait un courant marginal d'extrême droite, qu'aucun représentant des classes dominantes italiennes ou européennes ne considérait comme une interlocutrice fiable. AfD faisait son apparition mais était loin de réclamer le pouvoir, Vox et Milei n'existaient pas encore comme forces politiques, Trump tâtonnait, en impressionnant bien davantage par son style et sa rhétorique que par ses ruptures politiques.

Or, en peu de temps, le paysage a considérablement changé. Giorgia Meloni est aujourd'hui présentée comme un des piliers de l'Union européenne face à la crise allemande et française. En France, le macronisme est en décompo-

sition, et tant Marine Le Pen que Jordan Bardella sont devenus des candidats dignes de confiance pour les classes dominantes. Lors de sa cérémonie d'investiture, Trump s'est affiché comme l'homme fort d'une oligarchie qui s'exhibe avec ostentation. En somme, nous sommes dans un contexte où les affinités avec le fascisme classique doivent être prises au sérieux. En 1925, Hitler était un agité, à partir de 1930 on négocie avec lui, et en 1933 on le nomme chancelier. Avec les nouvelles droites, nous sommes entrés dans cette dernière étape.

Sur la question de la violence : oui, l'Europe d'aujourd'hui n'a rien à voir avec la brutalisation des sociétés européennes après la fin de la Grande Guerre, c'est évident. Cependant, ne vivant plus en France et y revenant régulièrement, j'observe que le niveau de militarisation de la politique en Europe aujourd'hui n'a plus rien à voir avec ce qu'il était il y a 10 ans. Il suffit de participer à une manifestation syndicale aujourd'hui pour constater que la police est bien davantage militarisée et ne cache pas son hostilité aux manifestants. Le mouvement des Gilets jaunes a marqué un tournant. Aux États-Unis, le rapport à la violence de l'extrême droite a connu un changement qualitatif. Symboliquement, on pourrait le dater au 6 janvier 2021, avec la tentative de prise du Capitole, mais le processus s'est accentué lors du deuxième mandat de Trump. ICE

est aujourd'hui une espèce de milice présidentielle qui agit en dehors de tout cadre constitutionnel. Ce n'est sans doute pas la même chose que les SA entre 1930 et 1933, mais il y a des affinités. Ce tournant autoritaire rencontre certes des fortes résistances, comme l'ont prouvé les affrontements de Minneapolis en début de cette année, mais il indique une orientation assez claire. Dans toute une série de pays dans lesquels on pensait que la démocratie libérale avait des racines solides, et où on trouvait un État de droit accepté par tous les acteurs politiques, cette brutalisation commence à prendre racine...

AM: *La grande nouveauté de la conjoncture, c'est Trump. La première année de son second mandat a-t-elle à vos yeux changé la donne dans le débat concernant le fascisme? Il y a une tradition fasciste aux USA, mais marginale. Dans quelle mesure le rapport du trumpisme au droit, à la constitution notamment, mais aussi son expansionnisme impérial, le rapprochent-ils des fascismes passés? Par ailleurs, dans l'entourage de Trump, il y a une sorte de nouvel utopisme ou « futurisme », autour des Big Tech...*

ET: L'expansionnisme militaire n'est pas quelque chose de nouveau, il a caractérisé la politique étrangère des USA depuis le XIX^e siècle. Ce qui change, c'est que pendant la guerre froide l'impérialisme était « encadré » : il acceptait, dans une certaine mesure, un cadre inter-

national qui lui fixait des limites infranchissables. L'URSS pouvait occuper la Tchécoslovaquie et la Hongrie, car il s'agissait de « son » empire. Bien sûr, des tensions et des crises pouvaient avoir lieu, qui mettaient ce cadre à l'épreuve. Le Vietnam pour les USA et l'Afghanistan pour l'URSS furent deux crises de ce genre, mais elles montraient les limites auxquelles les acteurs impliqués devaient s'astreindre. L'impact international de ces crises fut considérable, mais elles ne débouchaient pas sur une crise globale. Lorsque ce risque apparaissait, comme à Cuba en 1962, il imposait une retenue.

Aujourd'hui nous assistons à un expansionnisme impérial dans un contexte de désordre international. C'est évidemment beaucoup plus dangereux, et cela augmente la part d'incertitudes dans le système international. Historiquement, c'est un constat qui n'est pas difficile à faire : les plus grandes catastrophes surviennent souvent sans que personne ne les ait vraiment souhaitées... En février, l'attaque contre l'Iran a provoqué une crise internationale que les agresseurs, notamment les États-Unis, n'avaient pas prévu et pour laquelle ils étaient visiblement impréparés. Ils pensaient avoir décapité et mis à genoux le régime des ayatollahs, ils se sont retrouvés à devoir gérer la fermeture du détroit d'Ormuz. Il y a des spirales qui échappent à tout contrôle. Si les États-Unis

occupent le Venezuela, Cuba puis le Groenland, une attaque de la Chine contre Taïwan devient légitime. Or, dans les années 1930 aussi, l'expansionnisme nazi avait engendré une spirale incontrôlable, dont les développements ont clairement échappé à ceux qui l'avaient déclenchée.

Une autre question que tu soulèves est celle de la réémergence de « futurismes », de nouvelles utopies fascistes. Historiquement, le fascisme a toujours été assez « pluriel ». C'est une constellation hétérogène, dans laquelle l'idéologie se veut monolithique mais varie considérablement d'un mouvement à l'autre, d'un pays à l'autre. Dans le salazarisme et le franquisme, par exemple, la dimension utopique est faible, tandis que les tendances conservatrices prédominent. Entre les fascismes italien et allemand, des débats ont fait rage, les Allemands rejetaient par exemple la notion d'« État total » – élaborée par le fascisme italien – au nom du concept d'« État racial » (*völkische Staat*). Depuis Hannah Arendt, les penseurs politiques ont tendance à souligner le caractère « inachevé » du fascisme italien par rapport au nazisme, mais l'ambition de bâtir un état totalitaire, avec un cadre institutionnel, juridico-politique, bien défini, était très forte dans le fascisme italien et quasi complètement absente dans le nazisme.

Le livre de Franz Neumann, un membre de l'école de Francfort, qui

s'intitule *Béhémoth*, est une excellente référence pour comprendre le présent. Selon lui, le nazisme n'est pas un État monolithique homogène, c'est plutôt une *polycratie*, un État qui débouche sur le désordre et le chaos. Pour Hobbes, Béhémoth, c'est le chaos, auquel Léviathan vient mettre un terme. Le nazisme, pour Neumann, est un Béhémoth, une polycratie peu ou mal coordonnée; l'historien Ian Kershaw a élaboré des analyses qui vont dans le même sens. Dans l'Allemagne nazie, il y a plusieurs centres de pouvoir, l'armée, la Gestapo, l'administration qui remonte à l'État wilhelmien, le secteur économique... Et au milieu de tout ça se trouve le chef charismatique, qui médiate entre ces groupes. Mais il n'y a pas de cadre institutionnel contraignant. La différence par rapport au fascisme italien est évidente. Mussolini est destitué en 1943 lors d'une réunion du Grand Conseil du fascisme, en suivant donc une procédure légale, l'ordre émane du roi; l'année suivante, pour essayer d'écarter Hitler, il fallut organiser un attentat, qui échoua.

Je pense que quelque chose de similaire se passe aujourd'hui aux États-Unis. Trump est à la tête d'une polycratie dont il est le colant indispensable. Derrière lui, on trouve des courants différents, qui ne sont pas forcément antagonistes, mais qui n'ont pas la même stratégie, le même projet, et qui peuvent connaître des tensions. Entre

J.D. Vance, Marco Rubio, Peter Thiel et Stephen Miller, pour ne pas parler des *leaders* qui sont maintenant en-dehors de l'administration mais qui jouent un rôle important dans le mouvement MAGA – je pense à des gens comme Elon Musk, Steve Bannon, Tucker Carlson –, il y a des différences de taille : un spectre qui va du conservatisme le plus obscurantiste des évangéliques au techno-fascisme, en passant par le suprémacisme, le racisme, etc. Vance voudrait restituer aux États-Unis leur statut de grande puissance dans un ordre international qui implique la prise en compte des rapports de force, en excluant de nouvelles aventures militaires, tandis que Rubio est plus attaché à une idée de sphères d'influence héritée de la guerre froide. Les obsessions xénophobes de Miller risquent de provoquer la réaction d'un grand nombre de patrons qui ont besoin des travailleurs immigrés dans leurs entreprises. Les utopies techno-fascistes de Thiel sont davantage élitistes que populistes et n'ont pas beaucoup de chances de mobiliser un large mouvement de masse. Il y a aussi des patrons qui soutiennent l'administration pour des raisons purement opportunistes : Bezos, Zuckerberg, Musk, etc. Trump, qui n'est pas un idéologue, vient de l'immobilier ; il se trouve à la tête d'une coalition assez hétéroclite, et comme tous les aspirants dictateurs il pense incarner le destin de son

pays... Il peut s'appuyer simultanément ou successivement sur tel ou tel courant, changer d'attitude sur un sujet si une victoire électorale en dépend.

Si on peut faire cette analogie, Hitler n'a jamais voulu conquérir l'hémisphère américain. Son projet était une sorte de coexistence avec les États-Unis, dont il admirait les réussites – notamment la colonisation fondée sur le génocide des Indiens et le système ségrégationniste à l'égard des Africains-Américains – en regrettant qu'il fût « corrompu » par les juifs infiltrés au sein de l'administration Roosevelt. De même, la Grande-Bretagne impérialiste a toujours été un modèle pour lui : pourquoi, se demandait-il, ne pourrions-nous faire avec l'Europe centrale ce que les Britanniques ont fait avec leur empire ? Hitler ne voulait ni entrer en guerre contre les États-Unis ni remettre en cause l'Empire britannique, mais il s'est retrouvé au milieu d'une guerre mondiale. Trump a provoqué une série de conflits qu'il n'arrive plus à maîtriser.

Au départ, l'impérialisme de Trump présentait des traits défensifs. Son approche consistait à dire : nous avons notre bloc, notre espace, les Amériques, et nous sommes prêts à coexister avec d'autres grandes puissances. C'était aussi une façon d'entériner le déclin de l'empire américain, qui n'avait plus l'ambition de dominer la planète

entière. L'enlèvement de Maduro rentrait dans ce dessein. Puis il y a eu l'aventure iranienne, qui est en train de se solder par un échec cuisant. Cela montre que Trump ne suit pas une stratégie claire; il navigue à vue, en ignorant le droit international mais en prenant aussi énormément de risques.

Sur le plan interne, pourquoi le fascisme a toujours été marginal aux États-Unis? Parce qu'il était extérieur à l'*establishment*. Toutes les tentatives visant à lui donner une expression politique dans le cadre du bipartisme avaient échoué. Le suprématisme blanc avait pu obtenir des succès notables, notamment en 1924, avec la promulgation de lois qui stoppaient l'immigration en introduisant des quotas nationaux, quand le Ku Klux Klan avait atteint son apogée, mais il n'avait pas réussi à créer un mouvement susceptible de s'emparer du pouvoir. Dans les années 1930, le New Deal lui barra la route.

Sur ce plan, Trump incarne une mutation. En 2016, il apparaissait comme une espèce d'anomalie parce qu'il avait réussi à gagner les élections (en dépit d'une majorité de voix pour Hillary Clinton et de l'opposition de plusieurs secteurs du Parti républicain). En 2020, lorsqu'il perdit les élections, sa tentative de coup d'État échoua parce que le vice-président et plusieurs gouverneurs ne le soutinrent pas. Il ne contrôlait pas entièrement le Parti républicain. Aujourd'hui, il a

réussi à le phagocyter. Dans le GOP, il n'y a plus de résistance significative. Dans ce contexte, un fascisme se développe, il peut s'imposer tout en préservant la façade institutionnelle de la démocratie américaine, paralysée et vidée de l'intérieur. Beaucoup de gens qui soutiennent Trump sont convaincus que Biden avait volé les élections et que l'insurrection du 6 janvier 2021 était une défense de la démocratie.

La rhétorique de Trump est pleine de contradictions, mais son fascisme ne possède pas de dimension utopique, il s'inscrit dans un horizon « présentiste », qui est le régime d'historicité de notre époque. Pour parler comme Reinhardt Koselleck, il n'y a plus d'« horizon d'attente ». Les courants « futuristes » sont marginaux. Le slogan qui donne le nom du mouvement trumpiste – Make America Great Again – n'annonce pas l'avenir, il promet le retour à un âge d'or américain de grandeur et de prospérité qui n'existe plus. Sans parler des handicaps qui accompagnent ce rêve passéiste. Stigmatiser l'immigration et faire la chasse aux migrants sans papiers signifie saper les fondements mêmes du rêve américain, celui d'une nation de migrants. Historiquement, l'Amérique a fondé sa puissance sur sa capacité à attirer des millions de personnes du monde entier. Aujourd'hui, l'ennemi est intérieur : les immigrés, les universités, le wokisme, les LGBTQ, Mamdani...

Cet ennemi est bien plus large que la « cinquième colonne » communiste à l'époque du maccarthysme. Cette définition de l'ennemi intérieur est un trait typique du fascisme, mais révèle aussi les limites de son influence.

UP: Ce qui est frappant, c'est à quel point les choses évoluent vite. Premièrement, il y a quinze ans, aucun secteur significatif des classes dominantes et du capital, dans quelque pays dominant que ce soit, ne préconisait une option d'extrême droite. À l'exception peut-être de l'Inde, où il y avait un secteur du capital qui soutenait le suprémacisme hindouiste du BJP, et une grande partie du capital indien s'est depuis rangé derrière Modi à mesure que celui-ci a consolidé son pouvoir. Deuxièmement, je ne sais pas à quel point on a pris suffisamment au sérieux la tentative de prise des institutions politiques et de renversement du résultat d'une élection, qui a pu se réaliser aux États-Unis en janvier 2021 mais aussi à Brasilia en janvier 2023: c'est quelque chose que même les nazis n'avaient pas tenté dans les années 1930, malgré les forces militantes dont ils disposaient. Et au-delà de ces tentatives immatures, qui signalent néanmoins de mon point de vue une montée et une prise de confiance des mouvements néofascistes « par en bas », il y a l'accroissement très important de la violence d'extrême droite depuis la fin des années 2000, et de

leur capacité à occuper la rue. La Grande-Bretagne a ainsi connu la plus grande manifestation fasciste de son histoire en septembre 2025.

Avec l'élection de Joe Biden en 2020, certains avaient pu penser que la démocratie états-unienne avait en quelque sorte passé le « stress test » Trump. Le récit était alors que son accession au pouvoir en 2016 était une anomalie, et qu'avec l'élection de Biden les choses allaient reprendre leur cours normal. Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Il est intéressant de comparer cette évolution avec la situation brésilienne. En janvier 2023, les partisans de Bolsonaro ont tenté exactement le même genre d'opération que le mouvement MAGA deux ans plus tôt. Résultat: deux ans après cette tentative de coup d'État, Bolsonaro est condamné par la justice. Cela ne signifie pas que le Brésil en a fini avec le bolsonarisme, car les conditions qui ont permis la montée de l'extrême droite sont toujours présentes et le fils de Bolsonaro pourrait gagner la prochaine élection présidentielle si l'on en croit les sondages. Mais la réaction de secteurs importants de la classe dominante brésilienne, qui pour partie ont soutenu Lula, signale que les situations sont différentes à ce stade. La démocratie brésilienne a donc davantage résisté pour l'instant, ce qui nous amène au pourquoi.

Certes, le fascisme a toujours été marginal aux États-Unis, ou du

moins a n'a jamais réussi à se cristalliser sous la forme d'un courant politique capable de l'emporter aux élections. Cela renvoie en partie à la solidité d'un système bipartisan, qui empêche l'émergence d'une offre alternative, à droite comme à gauche, et contraint à passer sous les fourches caudines des primaires démocrates ou républicaines. Mais la tradition fasciste hors parti n'est pas si faible aux USA. Certains mouvements militants ont bien eu un ancrage de masse: le Ku Klux Klan dans l'entre-deux-guerres est une organisation de masse par exemple, qui fait office de milice raciste bien sûr, mais aussi en partie de milice patronale. Donc il y a des mouvements fascistes armés, suprémacistes et parfois néo-nazis qui ne sont absolument pas négligeables dans l'histoire du pays.

Un autre aspect important est celui que pointe notamment le philosophe Alberto Toscano dans son livre récent sur ce qu'il nomme « fascisme tardif », en développant une idée assez ancienne élaborée dans les mouvements noirs américains, notamment par Angela Davis et George Jackson. Toscano montre qu'on peut débusquer des formes de fascisation très anciennes et internes à l'État américain. Elles se manifestent tout particulièrement dans la guerre ouverte menée contre les mouvements noirs, qui sont attaqués avec des moyens quasi militaires, avec des assassinats ciblés, des opérations massives

d'infiltration et de déstabilisation, et même des formes de terrorisme d'État (qu'on pense à la bombe larguée à Philadelphie en 1985 contre une organisation noire, qui fit onze morts dont cinq enfants). Toscano parle d'un « fascisme racial » qui serait constitutif de l'État – et notamment de ses appareils répressifs – aux États-Unis. C'est une hypothèse intéressante concernant la manière dont Trump a pu s'enraciner dans une tradition interne aux États-Unis, et non pas simplement en reprenant des tropes ou des rhétoriques fascistes européennes. Cela montre par ailleurs que la fascisation actuelle n'est pas une anomalie historique, une incompréhensible sortie de route. Elle a des racines profondes aux États-Unis. Hitler avait un portrait d'Henri Ford dans son bureau, qu'il cite par ailleurs dans *Mein Kampf*, et il était un admirateur des lois ségrégationnistes Jim Crow. Il considérait qu'il fallait instaurer un régime du même ordre en Allemagne vis-à-vis des juifs.

La focalisation sur les groupes qui ont pris d'assaut le Capitole ne doit pas nous faire oublier qu'il y a de longue date au sein des classes dominantes américaines, dans une large frange du Parti républicain notamment, des secteurs violemment racistes, qui ont eu – et ont encore – des affinités fortes avec ces groupuscules suprémacistes. La facilité avec laquelle le mouvement MAGA et toute une série de figures

médiatiques de celui-ci (Tucker Carlson, Nick Fuentes, etc.) ont pu se développer et rayonner au sein du Parti républicain et de son électorat est liée à toute cette histoire.

Par ailleurs, j'aimerais signaler que le rapport à la démocratie des fascistes historiques a toujours été ambivalent. « Nous sommes le peuple », disent les fascistes d'un côté, et d'un autre côté ils n'ont que mépris pour la démocratie, considérée comme le règne du plus grand nombre, qui empêche les *leaders* naturels et authentiques d'émerger, une forme de nivellement. Les nazis ont participé aux élections, ils ont joué le jeu de la politique démocratique pour parvenir au pouvoir, notamment après l'échec patent du « putsch de la Brasserie » à Munich en 1923. Mais il est vrai que, contrairement aux extrêmes droites contemporaines, ils ont rapidement supprimé les élections. La différence, il me semble, n'est pas ici sur le fond – c'est-à-dire sur le rapport à la démocratie – mais est plutôt d'ordre stratégique : à ce stade, les néofascistes considèrent qu'il est trop risqué de se passer de la légitimation par le vote populaire. Mais cela n'a pas empêché Trump ou Bolsonaro d'inciter leurs partisans à renverser le résultat des élections. Cela n'a pas empêché Erdoğan d'emprisonner son principal concurrent, le maire d'Istanbul, ou d'interdire le principal parti représentant le mouvement kurde (le HDP), etc. Quant à Poutine

en Russie, les élections sont en grande partie une mascarade dans la mesure où il n'y a aucune liberté de débat dans le pays et où les candidats s'opposant explicitement à Poutine (et notamment à sa guerre impérialiste en Ukraine) ne sont pas autorisés à se présenter.

Un autre point concernant Trump et le trumpisme, c'est que bien des aspects parmi les plus durs de la politique de Trump trouvent leur origine avant lui. Le mur avec le Mexique n'a pas été créé par lui, mais par les démocrates. Les politiques migratoires restrictives ne sont évidemment pas son invention, Obama et Biden ont expulsé énormément, ICE a été créé par Bush fils, mais a ensuite été maintenu et développé par les démocrates. En matière de politique agressive vis-à-vis de la Chine, le tournant avait commencé avec Obama, et Biden a continué ce que Trump avait entamé entre 2017 et 2021. Et concernant Gaza, Biden et Harris ont non seulement été des soutiens inconditionnels d'Israël, sans lesquels le génocide à Gaza n'aurait pas été possible, mais ils ont réprimé brutalement les manifestations de soutien à la Palestine sur les campus. Cela étant dit, il est bien sûr clair que Trump va beaucoup plus loin, que ce soit sur le plan « interne » ou sur celui de la politique internationale (division au demeurant largement arbitraire). Si l'on prend par exemple le niveau des expulsions ou le

financement de ICE, il y a une augmentation quantitative qui relève du saut qualitatif, et un saut vers l'abîme. Et de ce point de vue je ne crois pas qu'il s'agisse d'un impérialisme défensif, se satisfaisant de la coexistence quasi pacifique de blocs rivaux mais demeurant chacun dans leurs prés carrés respectifs. La dynamique de fascisation trumpiste renvoie plutôt ici à une tentative désespérée, extrêmement dangereuse pour l'humanité tout entière, d'imposer par tous les moyens possibles le maintien de la domination états-unienne sur le monde, face à la rivalité croissante de la puissance chinoise montante.

AM: *À ce propos, au sein du marxisme, l'autoritarisme est souvent pensé en lien avec les crises du capitalisme, autrement dit comme émanant d'une causalité économique, ou comme une modalité particulière des liens entre l'économie et le politique. Est-ce que cette manière de poser le problème vous semble encore féconde aujourd'hui? Faut-il au contraire accorder une autonomie plus grande à des facteurs tels que les idées, la religion, les médias (les réseaux sociaux comme vecteurs de radicalisation), à des dynamiques propres au champ politique (concurrency électorale), etc. ?*

ET: Je reste pour ma part attaché à une interprétation marxiste mais non economiciste du fascisme. Le rôle de l'économie dans des contextes de crise devient primordial, mais il ne

détermine pas mécaniquement les choix politiques. Ce que disait Horkheimer en 1939 dans une formule célèbre – qui ne veut pas parler du capitalisme doit se taire à propos du fascisme – me semble encore largement valide, mais cela ne signifie pas que ce rapport soit direct, encore moins exclusif, car le fascisme ne se réduit pas au capitalisme. Il ne naît pas comme outil du grand capital, il le devient à travers un processus complexe de médiations et de convergences d'intérêts. Ni Mussolini ni Hitler n'étaient des créations des classes dominantes; ils se sont imposés à elles, qui les ont acceptés et les ont soutenus, en tirant profit de cette alliance. Il y a d'autres dimensions du fascisme qui seraient inexplicables à partir de critères purement économiques. Le génocide des juifs est le cas emblématique, mais on pourrait aussi parler de l'immigration aujourd'hui, qu'il n'est pas dans l'intérêt du patronat de réprimer. La xénophobie divise et affaiblit les classes populaires, mais une interruption des flux migratoires est incompatible avec le fonctionnement du capitalisme à l'ère de la globalisation néolibérale.

Le cas du gouvernement italien de Giorgia Meloni est aussi révélateur: d'un côté, il use d'une rhétorique raciste qui libère la parole – le racisme cesse d'être un tabou –, légitime les préjugés et couvre toutes sortes de violences et pratiques discriminatoires; de l'autre,

il régularise 500 000 immigrés. Son discours est exactement aux antipodes de celui de Pedro Sanchez en Espagne, mais dans les faits leurs politiques présentent des affinités. Tout simplement, la société italienne ne pourrait pas vivre sans immigrés. Évidemment, les échelles ne sont pas les mêmes : aux États-Unis, il y a une dizaine de millions d'immigrés sans-papiers, dont un très grand nombre était en attente de régularisation. L'administration Trump en a expulsé 500 000 et cela pose déjà beaucoup de problèmes. Le but n'est certes pas l'expulsion de dix millions de migrants ; le but est l'instauration d'un climat de terreur et l'imposition du suprématisme blanc comme norme idéologique.

De ce point de vue, l'extrême droite a une longueur d'avance sur la gauche. Depuis la fin du ^{xx}e siècle, qui s'est soldé par une défaite historique des révolutions socialistes qui l'avaient marqué à une échelle globale depuis 1917, la gauche a été incapable de se réinventer. Les modèles dominants du passé – la social-démocratie et le communisme – sont entrés en crise, mais aucun nouveau modèle ne les a remplacés. Pas d'utopie, pas de nouvelles formes d'organisations, pas de programme novateur... Il y a eu toute une série de mobilisations, bien sûr, de résistances, de révolutions ; il y a eu aussi un grand foisonnement d'analyses et de théories qui essayaient d'appré-

hender les mutations du capitalisme, des structures sociales et environnementales, des formes de domination et des recompositions de classe qui se sont produites sous le néolibéralisme, mais tout cela n'a jamais réussi à reconfigurer la gauche comme une nouvelle alternative systémique. L'extrême droite a été capable de remplir ce vide, notamment après l'entrée en crise du néolibéralisme qui avait triomphé à la fin des années 1980 et avait imposé son hégémonie (à la fois comme idéologie et comme modèle anthropologique).

Le fait que l'extrême droite devienne une option pour les classes dirigeantes va aussi lui poser des problèmes : elle va désormais devoir gérer les contradictions du système. Je ne pense pas qu'il existe aujourd'hui un boulevard sans obstacle aucun pour l'extrême droite : il y aura des résistances et les contradictions du système vont s'aggraver aussi. C'est un peu le problème qu'a connu la social-démocratie en gouvernant, on a vu ce que ça a donné. Cela a fonctionné pendant une période mais finalement cela a été un échec. Une fois arrivée au gouvernement, l'extrême droite ne pourra plus bénéficier d'un vote protestataire. Le fascisme classique avait résolu le problème par la répression – le passage du mouvement au régime fasciste – et l'instauration d'un système de pouvoir autoritaire qui normalisait la société. Le consen-

sus était recherché surtout par des fuites en avant qui allaient au-delà de la recherche d'un bouc émissaire : l'expansionnisme, la guerre. Les nouveaux fascismes ne sont pas à ce stade.

Au cours des années 1930, les marxistes interprétaient le fascisme comme une réponse à la crise du capitalisme, mais les plus intéressants parmi eux – Otto Bauer, August Thalheimer, Léon Trotsky, Antonio Gramsci et même Palmiro Togliatti, pour n'en citer que quelques-uns – ne l'analysaient pas comme une création des classes dominantes. Après-guerre, un historien marxiste comme Timothy Mason voyait le fascisme comme une expression de l'« autonomie du politique ». Plus récemment, nombre d'historiens ont analysé la complexité des bases sociales, la diversité des orientations idéologiques et l'autonomie des dispositifs de domination du fascisme (je pense à Detlev Peukert, Robert O. Paxton, Roger Griffin, entre autres). Le marxisme constitue un correctif salutaire à l'égard de certaines interprétations historiques du fascisme, aujourd'hui fort répandues, qui privilégient ses dimensions exclusivement politiques, idéologiques, voire culturelles ou esthétiques (Emilio Gentile, George L. Mosse, Zeev Sternhell...) tout en ignorant ses bases économiques, mais il ne devrait pas négliger l'apport de ces études, en dépit de leurs limites. Ces considérations suffisent à

montrer la dialectique complexe qui relie le fascisme au capitalisme ; le marxisme demeure la théorie la mieux équipée pour analyser une telle dialectique.

UP : Deux éléments concernant les interprétations marxistes du fascisme. D'abord, on ne comprend pas tout le fascisme par l'économie mais on ne comprend rien sans prendre au sérieux cette dimension. La longue dépression du capitalisme fait que si on veut maintenir voire augmenter les profits, il faut ouvrir de nouveaux terrains d'accumulation, par exemple comme le fait Trump en faisant sauter toute une série de réglementations environnementales, en permettant une exploitation accrue des ressources naturelles (par exemple l'exploitation minière des fonds marins). Il faut également accroître le taux d'exploitation, en somme faire travailler plus dur et plus longtemps. Il faut engager une nouvelle étape de privatisation de tout ce qui échappe encore à la logique capitaliste de la valorisation actionnariale (par exemple de la Sécurité sociale en France). Or, imposer tout cela va supposer un nouveau cycle de lutte de classe : de ce point de vue, le renforcement autoritaire des États, notamment en France, est non seulement réactif – c'est une réponse aux explosions populaires qui ont eu lieu depuis 15 ans –, mais aussi et surtout préventif.

Je suis d'accord sur le fait que la montée des mouvements d'extrême

droite est une expression des défaites de la gauche et des échecs des recompositions, des reculs idéologiques, etc. Mais, comme je viens de le dire, les 15 dernières années ont été marquées par des soulèvements à grande échelle un peu partout : dans le monde arabe, Occupy aux États-Unis, les occupations de places en Grèce et dans l'État espagnol, les explosions populaires au Chili, à Hong Kong, au Liban, en Irak, en Iran, et puis Black Lives Matter (BLM) en 2020. Plusieurs historiens estiment que BLM a été la plus grande mobilisation de rue, numériquement, de l'histoire des États-Unis. La période n'est pas révolutionnaire mais elle n'est donc pas marquée uniquement par l'atonie politique des classes populaires. Si les classes capitalistes et leurs représentants politiques estiment qu'il faut aller plus loin dans l'autoritarisme, c'est très certainement qu'ils anticipent aussi des résistances populaires, à l'image de ce qu'ils ont pu observer au cours des 15 dernières années. Dans ce contexte, il devient fonctionnel pour les bourgeoisies de pouvoir compter sur des forces politiques qui prônent – de plus en plus explicitement – une rupture avec l'État de droit, qui vont s'attaquer plus durement aux mouvements d'émancipation populaires, mais surtout qui disposent d'une base populaire, promettant ainsi de disloquer complètement les classes populaires.

J'aimerais signaler un point important, qui distingue notre période de celle dans laquelle Poulantzas a théorisé l'« étatisme autoritaire » ou Stuart Hall le « populisme autoritaire » (pour éclairer le néolibéralisme alors émergent). Tous deux insistent sur le fait que cela ne désigne pas de nouvelles modalités d'états d'exception. Pour eux, il s'agit d'une sorte de torsion dans la démocratie bourgeoise, mais pas d'un nouveau fascisme ni d'ailleurs d'une antichambre, une sorte de phase préparatoire du fascisme. Ils avaient raison, du moins dans le contexte de la fin des années 1970. Mais il y a trois différences importantes avec la conjoncture présente, marquée effectivement par un néolibéralisme de plus en plus autoritaire. D'abord, c'est la polycrise du capitalisme, sous l'angle économique, écologique, idéologique... qui s'est considérablement aggravée. Ensuite, il n'y avait pas à la fin des années 1970 de force d'extrême droite organisée puissante électoralement, capable de constituer une option politique crédible. Et enfin, il n'y avait pas à ce stade de base sociale de masse disponible pour une option d'extrême droite en Europe et aux États-Unis. Les classes travailleuses restaient attachées majoritairement à la gauche et la petite bourgeoisie était déjà en déclin avancé.

ET : On assiste effectivement à l'apparition d'un nouveau cycle

d'accumulation du capital fondé sur la prédation. Cela explique la dimension antiécologique de cette nouvelle extrême droite. De ce point de vue, *L'Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg offre des clés pour le présent. Le capital ne peut subsister que par un processus de conquête de nouveaux marchés. En ce sens, le tournant autoritaire en cours est aussi fonctionnel par rapport à un projet des classes dominantes. Il y a cependant une différence fondamentale par rapport au fascisme historique, qui avait un rapport à l'État qui n'est pas celui des extrêmes droites aujourd'hui. L'idée d'un État total, c'est aussi l'idée d'un État qui planifie, qui contrôle l'économie. Les économies fascistes deviennent des économies de guerre, qui sont apparues dès la Première Guerre mondiale mais que le fascisme a porté à son paroxysme. Nous sommes aujourd'hui dans un cas de figure tout à fait différent, on l'a vu avec Trump qui arrive au pouvoir et commence par démanteler l'État, tout en conservant et étendant son appareil répressif. Le néolibéralisme autoritaire, c'est donc autre chose que le fascisme comme État total.

AM: *L'État d'Israël pourrait-il être une préfiguration du fascisme ou postfascisme qui vient? C'est un modèle pour les extrêmes droites de par le monde. La barbarie que constitue le premier génocide « en direct » de l'histoire pourrait-elle accélérer*

la fascisation des sociétés contemporaines? Le fascisme a toujours à voir avec une forme d'intériorisation de la brutalité, qui s'opère par ce biais aujourd'hui à large échelle.

ET: Israël participe de cette tendance générale à la fascisation. Avec Israël, tout ce qu'on disait sur la violence prend une dimension inédite: c'est un État génocidaire. Cependant, on ne peut pas dire qu'Israël serait l'équivalent au Proche-Orient du postfascisme européen ou de Trump aux États-Unis, c'est autre chose, en dépit de la présence d'une composante explicitement fasciste dans le gouvernement de Netanyahu. On pourrait parler d'« État dual », en empruntant ce concept à Ernst Fraenkel, qui l'avait élaboré pendant la Deuxième Guerre mondiale. Israël n'est pas un régime fasciste, c'est un double État: une « démocratie » délimitée sur des bases ethno-religieuses et un État fasciste. Une démocratie pour les Israéliens et un fascisme pour les Palestiniens. Il y a eu des manifestations contre le génocide à Gaza. Elles ont rassemblé très peu de monde, mais elles ont pu avoir lieu. De même, le magazine *+972*, qui joue un rôle très important d'information et de dénonciation du génocide, peut exister légalement. Cela concerne les juifs israéliens. Puis il y a les Palestiniens qui ont la citoyenneté israélienne, et qui sont soumis à un régime autoritaire, comme une anomalie, comme

des citoyens de deuxième classe, tolérés dans un État qui est conçu contre eux. Quand ce sont eux qui manifestent, la répression est sévère. Enfin, il y a les Palestiniens qui ne sont pas citoyens d'Israël et privés de tout droit. Leur condition est celle d'une oppression coloniale allant de la discrimination systématique au génocide, avec des formes d'autoritarisme et de répression qui rappellent celles d'une dictature fasciste. La condition d'un Palestinien de Gaza ou de Cisjordanie ne diffère pas qualitativement de celle d'un Éthiopien sous le régime colonial italien ou d'un Polonais sous occupation allemande. Ces différentes formes de domination coexistent et s'articulent. C'est peut-être ça, l'un des aspects qui suscitent l'enthousiasme des extrême droites européennes. Le modèle israélien plaît à Georgia Meloni, qui rêve d'une Italie organisée de la même manière, avec une large partie des classes travailleuses privée de citoyenneté, dépourvue de droit, corvéable à merci et expulsable à tout moment.

Sur le génocide en cours : il y a tout un débat historiographique sur l'Allemagne nazie concernant ce que savaient les Allemands de l'extermination des juifs. Les informations circulaient, les soldats revenaient du front, le personnel des camps avait des contacts avec la société civile... Les Allemands ne pouvaient pas ignorer l'ampleur et l'inhumanité des violences sur le

front oriental. Ils ne savaient pas tout, ils préféraient faire semblant de ne pas savoir, et puis ils se considéraient eux-mêmes des victimes des bombardements alliés, comme les Israéliens se considèrent des victimes du terrorisme du Hamas. Tout ce débat apparaît sous une lumière différente après Gaza. Que savent les Israéliens à propos du génocide à Gaza ? Ils savent absolument tout. À la différence des Italiens en 1935-1936 ou des Allemands en 1941-1945, ils ont accès à toutes les sources d'information. Peut-on parler d'une « société génocidaire », et pas seulement d'un État génocidaire, à propos d'Israël ? La question se pose, dans la mesure où il y a une adhésion très large à la politique génocidaire du gouvernement, une accoutumance à la violence quotidienne contre les Palestiniens et même à la violence extrême de l'armée exhibée dans les réseaux sociaux. Cela donne à réfléchir au sujet de l'accoutumance à la violence d'une société qui s'est bâtie autour de la mémoire d'un génocide subi. Bien évidemment, cela vaut aussi pour une large partie de l'opinion occidentale.

UP : Dans la fascisation actuelle, il n'y a sans doute pas d'expérience équivalente à la Première Guerre mondiale : une expérience de brutalisation de masse transformant radicalement le rapport à la violence et créant les dispositions à l'exercice de la violence que l'on a retrouvées chez les *squadristi* ou les SA. Mais

on peut se demander, en particulier dans le cas états-unien, si les « guerres contre le terrorisme », en Irak et en Afghanistan, ne jouent pas un rôle en partie analogue, dans le cadre du mouvement MAGA, avec la masse importante d'hommes passés par l'armée américaine ou des sociétés militaires privées qui en reviennent, non simplement avec des compétences dans le maniement des armes, mais aussi avec des troubles post-traumatiques. On sait que, par défaut de troupes, les critères de recrutement ont été abaissés et modifiés et que beaucoup de militants d'extrême droite, notamment néo-nazis, ont fait leurs armes dans ces guerres. Cela a été documenté récemment par le journaliste Matt Kennard dans son livre *Irregular Army*.

Pour ce qui est des pays européens, la guerre contre le terrorisme produit sans doute davantage des effets de brutalisation à distance, par l'intermédiaire d'armées de métier, d'assassinats ciblés, etc., mais surtout à travers des formes de déshumanisation de masse, qui s'étendent à des populations entières réputées barbares et menaçantes (l'islamophobie joue ici le premier rôle, idéologiquement). Le génocide à Gaza, mais auparavant les guerres impériales occidentales dans le monde arabe ou en Afrique subsaharienne (dans le cas de la France), et leur légitimation politico-médiatique, produisent des effets de brutalisa-

tion, d'habitation à des formes indiscriminées de violence, notamment à l'encontre de populations civiles. Les populations ne sont pas massivement impliquées dans cette violence, mais elles sont encouragées à accepter et justifier les massacres quotidiens. Peut-on penser que cela n'a pas d'effet en retour sur le rapport à la violence d'État à l'encontre des exilées, des minorités racialisées et des quartiers populaires et d'immigration ?

AM : *Avez-vous l'impression que l'élection de Zohran Mamdani à New York pourrait être une étape dans l'émergence d'une résistance antifasciste ? Est-ce au contraire un cas spécifique à New York ? Quelle stratégie antifasciste aujourd'hui ? En particulier, dans quelle mesure la montée en puissance des autoritarismes nous oblige-t-elle à penser et mettre sur pied des stratégies « trans-classes », incluant des éléments de la bourgeoisie favorables aux droits démocratiques ?*

ET : Mamdani n'est pas un cas isolé, il y a eu d'autres grandes villes qui ont basculé en faveur de la gauche socialiste démocratique aux États-Unis. Cette victoire montre que la résistance est possible. Mamdani était confronté à un adversaire démocrate, même si ce dernier était soutenu par Trump, donc il ne pouvait pas axer sa campagne sur l'antifascisme. Il a fait une campagne en défense de la démocratie, mais aussi des immi-

grés, des minorités, etc., non pas en faisant appel à une rhétorique antifasciste traditionnelle, mais en développant un discours axé sur les conditions de vie, les droits sociaux, les salaires, les transports, le coût du logement, de l'éducation, de la santé...

La situation est différente par rapport aux années 1930. La République de Weimar était une vraie conquête démocratique par rapport au Reich wilhelmien. Quand l'antifascisme devient une « religion civile » en Italie, après la Seconde Guerre mondiale, cela parle à tout le monde, parce qu'il est clair que la démocratie c'est autre chose que le fascisme. Aujourd'hui, les frontières entre les deux sont plus floues. Quand Trump est élu grâce au soutien des milliardaires, parler de démocratie devient problématique... L'antifascisme comme simple défense de la démocratie a moins de sens aujourd'hui, non seulement parce que la démocratie n'apparaît plus comme une conquête, mais aussi parce qu'elle apparaît largement discréditée et corrompue. Dans ces conditions, l'antifascisme devrait se présenter davantage comme un combat pour la transformation plutôt que pour la défense de la démocratie. C'est la principale leçon de la victoire de Mamdani. Lorsque ces enjeux sont apparus très clairement, chacun a dû faire son choix et quelques secteurs de la bourgeoisie ont soutenu Mamdani, par crainte du

trumpisme ou même contre leurs propres intérêts, mais la stratégie de Mamdani était fondée sur la lutte contre l'oligarchie et sur une vaste mobilisation populaire, certes pas sur l'alliance avec un secteur des classes dominantes.

UP: Mamdani a réussi à articuler les enjeux matériels à des enjeux de dignité, immigrée notamment, et à la contestation du génocide à Gaza, qui a été un point essentiel de sa campagne sur lequel il n'a pas transigé. Bien entendu, c'est aussi une victoire dans l'une des zones de force de la gauche aujourd'hui, à savoir les grandes métropoles. La question de l'unification des classes populaires – la capacité à surmonter ses divisions internes (raciales, de genre, spatiales ou professionnelles) –, qui est à mes yeux la question fondamentale, n'est pas résolue par l'élection de Mamdani. Il faudrait pour cela qu'elle puisse s'implanter durablement dans des espaces où elle est aujourd'hui quasiment inexistante.

Concernant ta question sur les secteurs de la bourgeoisie attachés aux droits démocratiques: pour moi ces alliances sont nécessaires à condition que ces secteurs passent sous l'hégémonie d'une gauche de transformation sociale, et sous condition d'unification politique de la gauche et d'accroissement de sa capacité hégémonique. Ce qui a permis le Front populaire en France c'est que la réaction au

6 février 1934 a amené et l'unité des socialistes et des communistes, et leur progression dans la société française, ce qui leur a permis sur cette base-là de faire alliance avec le secteur bourgeois incarné par le parti radical-socialiste, et de les attirer pour un temps dans une majorité qui a transformé la société. Il faut bien sûr en même temps des foyers de mobilisation populaire, qui fassent pression sur le gouvernement, et que celui-ci ait la volonté de s'appuyer sur ces foyers pour contrer les formes inévitables de réaction bourgeoise, sous peine

de tomber dans l'impasse qu'ont rencontrée Blum et le Front populaire entre 1936 et 1938. Cela a été encore plus marquant dans le cas du Nouveau Front populaire. L'unité ne peut en aucun cas se faire sur le plus petit dénominateur commun et à froid, sous peine de reconduire les conditions de l'échec. Néanmoins, dans le cas de la France aujourd'hui, on se demande bien quel partenaire une gauche digne de ce nom pourrait trouver au centre ou à droite pour une politique antifasciste. ■